

# **D'OÙ VIENT ET OÙ VA LA RUSSIE ?**

**Je ne suis pas un universitaire spécialiste de la Russie, mais un historien qui a multiplié les cours sur l'histoire de la Russie pour les préparations des concours de Normale sup, du Capes et de l'agrégation. Mais à la différence de nombre de spécialistes qui ne font que des récits chronologiques ou des biographies, j'ai eu la prétention d'écrire une histoire thématique des rapports entre l'Etat et la société en Russie tsariste et soviétique.**

**La thèse que je soutiens est que de Pierre le Grand à Staline, voire d'Ivan le Terrible à Poutine, l'Etat tsariste, soviétique et post soviétique a été et est encore confronté à des défis constants, l'immensité de l'espace et la diversité des peuples, l'archaïsme de l'agriculture et les difficultés du développement industriel, la nécessité d'une armée puissante et d'une administration soumise à l'Etat, la faiblesse de la bourgeoisie et la marginalisation de l'intelligentsia.**

**Par suite, si l'accumulation des contradictions économiques et sociales a rendu possibles les révolutions de 1917, les solutions adoptées n'ont pas apporté de réponses nouvelles et durables. D'où la continuité des régimes autocratiques de Pierre le Grand à Staline. Faute de recours à la démocratie politique, les réformes de Catherine II et d'Alexandre II comme celles de Khrouchtchev et de Gorbatchev ont toutes échoué comme si le tsarisme ou le soviétisme étaient condamnés en dépit de leur antagonisme.**

**La Russie n'a jamais été un Etat-Nation à l'occidentale, mais un Empire autocratique, patrimonial et eurasiatique.**

**Aujourd'hui, Poutine ne cesse de se référer à l'histoire millénaire de la Russie. En 2012, il a même**

**institué une Société d'histoire de la Russie chargée  
« d'unir le pays autour des valeurs essentielles du  
patriotisme, de la conscience civique et du service loyal  
envers l'Etat ». Poutine, « historien en chef »,  
instrumentalise l'histoire pour justifier ses décisions  
politiques, même les plus irrationnelles et les plus  
périlleuses pour les peuples de Russie. Au risque de se  
tromper de manière tragique en agressant l'Ukraine.**

**C'est ce que je vous propose de décrypter à partir  
de la lecture critique de ses principaux discours.**

## D'OÙ VIENT LA RUSSIE ?

« **Pour faire renaître notre identité nationale, notre conscience nationale, nous devons rétablir les liens entre les époques au sein d'une histoire unie, ininterrompue, millénaire, qui nous apprend le sens du développement de la Nation** » (Poutine devant la Douma, 12 décembre 2012)

Poutine a élaboré un véritable « **roman national russe** » largement diffusé dans tous les médias par Alexandre Prokhanov, l'idéologue de droite souvent qualifié d'« **instituteur de Poutine** ».

Prolongeant la tradition slavophile du XIXe siècle, la Russie d'aujourd'hui serait le produit de quatre empires successifs : la Russie de Kiev, la Moscovie, la Russie des Romanov et l'empire soviétique. La Russie se serait développée comme une « **force organique** », comme un empire aux frontières toujours mouvantes selon l'expansion des peuples russes.

Tout historien se doit de déconstruire ce « **roman national** ».

### 1°) Pourquoi la référence constante à la Rouss' de Kiev ?

Poutine disait déjà en 2001 : « **Nos racines se situent dans la Russie kiévienne** ». En septembre 2013, il est plus explicite encore : « **La Russie kiévienne est à l'origine de l'immense Etat russe. Nous avons une tradition commune, une mentalité commune, une histoire commune. Nos langues sont très proches. En ce sens, nous sommes un seul peuple** ». Russes et Ukrainiens,

Grands Russiens et Petits Russiens, seraient des peuples frères.

Mais cette *Rouss'* mythique de Kiev ne fut entre les IX<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles qu'une confédération de principautés, de tribus et de cités marchandes comme Kiev, Novgorod, Riga et Vladimir, aux populations vikings varègues, baltes, slaves et byzantines.

Cependant la conversion au christianisme du prince de Kiev Vladimir le Grand en 990 aurait scellé l'unité spirituelle de cette *Rouss'*. Vladimir Poutine s'en réclame en 2016 tout autant que le président Petro Porochenko à Kiev. Mais alors que le premier voit dans le « **baptême** » de la *Rouss'* le fondement religieux orthodoxe et byzantin de l'identité russe, le second en déduit l'appartenance de l'Ukraine à l'Europe chrétienne. Une véritable « **guerre mémorielle** » oppose déjà Moscou et Kiev. Voilà où conduit la quête des origines nationales comme si la France était née avec le baptême de Clovis !

Cependant la *Rouss'* se désintègre vite en raison des rivalités entre princes, du déclin de Byzance et de la triple menace des Germains et des Lituaniens à l'ouest et des Mongols à l'est. Les Grands-Russiens de Moscovie passent ainsi de 1240 à 1480 sous le joug mongol de la Horde d'Or alors que les Petits-Russiens de Kiev et les Biélorusses de Minsk passent sous la domination de l'Etat polono-lithuanien pendant plus de quatre siècles.

## 2°) Pourquoi les stars Ivan III et Ivan IV le Terrible sont plus que jamais des héros nationaux russes ?

La tradition veut que les peuples russes aient été « **libérés** » par les princes de Moscou. Mais c'est le prince de Novgorod, Alexandre Nevski qui le premier arrêta les Suédois sur la Néva en 1240 et les chevaliers teutoniques en 1242 lors de la « **bataille des glaces** ».

Certes les princes moscovites comme Dimitri Donskoi étendirent ensuite la Moscovie vers le nord et l'est, du golfe de Finlande à l'Océan arctique et à la Volga.

Mais la décomposition de la Horde d'Or a été accélérée par les révoltes des Cosaques du Don et de la Volga et des Tatars alliés des Russes. Vainqueurs des Mongols en 1480, Ivan III (1462-1505) peut se flatter d'avoir libéré les peuples de la Grande Russie. En 1493, ayant quadruplé le territoire de la Moscovie, Ivan III se proclame « **tsar de toute la Russie** », de la *Roussia*, et non plus de la *Rouss'*.

Mais l'histoire officielle ne dit pas que la prééminence de la principauté de Moscou a été le résultat de sa longue collaboration avec les Mongols. Les princes de Moscou, tel Ivan l'Escarcelle, s'imposèrent comme collecteurs du tribut imposé par le Grand Khan et payé par les principautés russes. C'est de cet héritage mongol que les princes de Moscou tiennent leur conception du pouvoir patrimonial fondé sur la conquête militaire, sur la propriété éminente des terres conquises, sur leur libre affectation et sur l'allégeance personnelle des boyards russes ou non.

L'histoire officielle oublie encore qu'Ivan III a détruit les puissantes cités-Etats de Novgorod et de Tver, ces cités-républiques aux institutions libres, élisant leurs assemblées et leurs maires. Ainsi ce « **rassembleur de terres russes** » élimine de l'histoire la voie des cités marchandes libres qui faisaient alors la richesse des villes des Flandres et de l'Italie, mais aussi de la Hanse baltique.

Par contre, la tradition retient qu'Ivan III le premier se proclama « **autocrator** » en refusant le titre de roi que lui proposait l'empereur du Saint Empire romain-germanique Frédéric III auquel il refusait de se soumettre. Mais qu'est-ce que l'autocratie ?

L'autocratie, c'est d'abord un **césaropapisme**, un **califat chrétien**, sur le modèle byzantin et non romain. L'Eglise orthodoxe affirme la nature divine du tsar investi d'une mission tout autant religieuse que profane. Le tsar est un personnage sacré dont les fonctions religieuses et politiques sont indissociables car la religion est le principe suprême de la société et de l'Etat.

De plus, l'Eglise orthodoxe reconnaît la primauté du pouvoir temporel sur le pouvoir spirituel. En 1520, le moine Philothée affirme que le tsar est « **l'unique prince des chrétiens et le guide de l'Eglise apostolique** ». Il fait de Moscou l'héritière de Rome et Byzance : « **Deux Rome se sont écroulées, mais la troisième Moscou se dresse vers les cieux et il n'y en aura pas de quatrième** ».

Ainsi, au moment où s'affirment en Europe la Réforme protestante et en France le gallicanisme, la Russie s'enferme dans le césaropapisme. Alors que l'Eglise orthodoxe dispose de toute la littérature ancienne grecque et latine, celle-ci est globalement condamnée et ignorée. Il n'y aura donc pas en Russie de mouvement comparable à l'Humanisme et à la Renaissance comme en l'Europe occidentale. La Russie se veut théocentriste et s'oppose à l'Occident anthropocentriste. La responsabilité de l'Eglise orthodoxe est immense dans cette **bifurcation des civilisations**.

Sous Ivan IV, dit Ivan le Terrible, tsar de 1533 à 1584, la prise de Kazan en 1552, puis celle d'Astrakan, permettent aux Russes d'atteindre la Volga et l'Oural. L'Etat russe ne change pas tant d'échelle que de nature. Avec plus de 5 millions de Km<sup>2</sup>, il double de superficie et intègre désormais des peuples non slaves des steppes entre la Volga et l'Oural, soumet ou rallie les Tatars et les Cosaques, distribue les riches terres

noires aux nobles russes et fait appel à des millions de paysans protégés par des colonies agricoles.

Boris Godounov, tatar converti, ancien conseiller d'Ivan et futur tsar, se lancera même à la conquête de la Sibérie par l'organisation d'expéditions de cavaliers cosaques. Ainsi se concrétise l'expansion « **organique** » d'un empire euro-asiatique patrimonial avant même le changement de dynastie de 1613.

### **3°) Pourquoi la dynastie des Romanov est-elle réhabilitée ?**

La dynastie des Romanov est aujourd'hui particulièrement idéalisée pour avoir mis fin en 1613 aux « **temps des troubles** » consécutifs à la crise dynastique ouverte en 1598. L'investiture du tsar Michel Romanov est perçue comme la « **deuxième libération de la Moscovie** » car les Polonais catholiques qui occupaient Moscou en furent chassés à la suite d'un sursaut national dirigé par l'Eglise orthodoxe et par une première armée populaire levée par Pojarski.

Les Romanov n'eurent ensuite aucun mal à réaliser l'expansion orientale de l'empire initiée par Boris Godounov. Dès 1602, l'énisséi est atteint, le Pacifique en 1639 et l'Alaska en 1741. Par contre l'expansion à l'ouest et au sud est bien plus difficile à cause des résistances des puissants Etats suédois et polonais et des empires turc et autrichien.

**Pierre le Grand, tsar de 1694 à 1725**, réalise le premier rêve d'Ivan le Terrible en accédant à la Baltique et en créant Saint-Pétersbourg au prix d'une guerre de 23 ans contre la Suède, en annexant les pays baltes et en proclamant l'Empire en 1721. Par la création du Saint-Synode, il accroît encore la tutelle du pouvoir impérial sur l'Eglise orthodoxe russe.

**Catherine II, qui régna de 1762 à 1796**, réalise le second rêve d'Ivan le Terrible en conquérant l'Ukraine centrale en 1772, puis l'Ukraine occidentale en 1795, à la suite des partages de la Pologne, avant qu'Alexandre 1<sup>er</sup> n'annexe le Grand-Duché de Varsovie en 1815. Entre temps la Crimée a été conquise en 1783.

Par la sécularisation des biens des monastères, par la distribution aux nobles russes des terres conquises et l'extension du servage, généralisé en 1783, « **l'impératrice éclairée** » organise la colonisation agricole de l'Ukraine et de la Crimée.

Ces conquêtes militaires sont présentées par Poutine comme « **la réunion dans un seul Etat russe des terres russes de l'ouest qui avaient appartenu à la Rouss' ancienne** ». Ce qui est une interprétation plus que discutable et l'objet d'un contentieux avec l'Ukraine indépendante depuis 1991, qui a fait d'**Ivan Mazepa**, qui combattit contre Pierre le Grand aux côtés des Suédois, son premier héros national.

Au XIX<sup>e</sup>, l'expansion militaire et coloniale se poursuit de part et d'autre du Caucase, dans le Turkestan et en Extrême-Orient sous prétexte, peut-on lire dans les manuels scolaires, de « **mettre fin aux guerres intestines menées par des chefs de tribus, interdire l'esclavage, initier la construction des chemins de fer et d'usines** ». Si, la Russie n'avait pas annexé ces régions, elles n'auraient pas pu garder leur indépendance face à l'expansion de l'impérialisme britannique. Pas question de faire la critique d'un colonialisme russe !

Mais la maîtrise d'un tel espace de 22,4 millions de Km<sup>2</sup> en 1914 suppose un complexe militaro-industriel d'Etat voué à un avenir durable. La conquête du territoire explique la place capitale de l'armée dans la



société. **La première force de l'empire russe est son armée et la logique militaire prévaut sur la logique économique.**

Dès Pierre le Grand, de tous les tsars le plus remarquable pour Poutine, un service militaire obligatoire est imposé pour la première fois au monde, 200 000 serfs sont recrutés pour 25 ans et encadrés par toute une hiérarchie d'officiers nobles sortis des écoles de cadets. De très nombreuses manufactures métallurgiques d'Etat sont chargées de l'équiper en artillerie et fusils.

Par la **Table des Rangs instituée en 1722**, Pierre le Grand a imposé le service permanent de l'Etat à tous les nobles de plus de 15 ans avec obligation scolaire. La noblesse est réorganisée en 14 rangs civils et militaires. La noblesse russe n'est donc ni une caste, ni une classe, mais un corps hiérarchisé d'officiers civils et militaires. Ce service rénové de l'Etat entrave considérablement la formation d'une société civile et compromet les liens entre élites et peuple. Un service militaire universel est imposé à tous les sujets du tsar en 1871. **Toute la société est mise au service de l'Etat.**

Si la fécondité du modèle russe d'intégration impériale des élites non russes et de respect des cultures et des religions des peuples soumis, la russification forcée et l'oppression nationale au XIX<sup>e</sup> siècle, en Pologne notamment, ont petit à petit provoqué l'affaiblissement de cet empire multinational.

C'est la décomposition de cette armée de paysans plurinationaux, anciens serfs libérés à partir seulement de 1861, sujets sans véritables droits civiques, qui allait provoquer en 1917 la désintégration de l'armée impériale et la chute du régime tsariste.

Mais l'idéalisation de la Russie tsariste a atteint son apogée en 1998 par la canonisation de Nicolas II « **martyr de la foi** » par le patriarche de Moscou et

l'inhumation de ses restes et ceux de sa famille à Saint-Pétersbourg en présence de Boris Eltsine dont un des premiers actes symbolique fut de faire reconstruire la basilique du Saint Sauveur sur la Place rouge, que Staline avait fait détruire.

#### **4°) Quelle place est réservée au passé soviétique ?**

Poutine propose une étonnante synthèse entre le passé tsariste et l'héritage soviétique. La conciliation entre les deux périodes antagonistes suppose la négation de la révolution d'Octobre et la glorification d'une Grande Russie éternelle maintenue par un Etat fort capable de défendre la Nation face à tous ses adversaires.

La révolution d'Octobre est aujourd'hui condamnée comme un « **coup d'Etat** » contre le pouvoir légitime du gouvernement provisoire perpétré par un petit groupe de révolutionnaires, manipulés par l'empire allemand, terroristes et internationalistes, animés par une idéologie étrangère le marxisme, et dont l'âme damnée serait Lénine.

#### **Poutine porte encore contre Lénine trois accusations :**

1°) d'avoir capitulé en 1918 devant les Allemands en signant la paix humiliante de Brest-Litovsk amputant l'empire russe de vastes et riches territoires : « **Notre pays a perdu la guerre face au pays qui avait lui-même perdu la guerre. C'est une véritable trahison ...** ».

2°) d'avoir « **entièrement créé l'Ukraine moderne en arrachant à la Russie des parties de ses propres territoires historiques** », à savoir la Nouvelle Russie de la rive gauche du Dniepr, du Donbass à Odessa.

3°) d'avoir imposé ses vues sur la Constitution fédérale de l'URSS de 1924 : « **Ce sont les idées de Lénine sur une structure étatique confédérative et sur le droit des nations à l'autodétermination jusqu'à la sécession qui ont constitué le fondement de l'Etat soviétique** ». Principes qui ont facilité son éclatement en 1991 !

Il est vrai que Lénine s'opposait sur ce point à Staline qui préconisait l'absorption par la République fédérative de Russie des républiques nationales qui ne devaient disposer que d'une simple « **autonomisation** ». Lénine ne le faisait pas par concession aux « **indépendantistes** » comme l'accuse Poutine, mais par respect de l'égalité des droits entre toutes les républiques soviétiques et parce qu'il entendait « **mener une guerre à la vie à la mort contre le chauvinisme grand russe** », contre le nationalisme russe. Depuis 1916, Lénine ne cessait de répéter que « **le socialisme est impossible sans la démocratie** ».

**Sur tous ces points, Poutine réhabilite l'œuvre de Staline :**

1°) Staline n'a pas appliqué les principes léninistes mais ses propres idées sur la nécessité d'un Etat fort, centralisé, puissant pour « **assurer le maintien d'un territoire aussi vaste et complexe** ». Bref Staline à restauré un pouvoir de type autocratique.

2°) **Staline a préservé pour l'essentiel l'empire tsariste** dès 1922 et surtout en 1945. S'il était logique que la Finlande luthérienne et Pologne catholique deviennent indépendantes, les anciennes terres biélorusses et ukrainiennes et les pays baltes perdus en 1918 ont été réintégrées en 1945.

3°) **Staline est l'organisateur de la victoire dans la Grande Guerre patriotique**, en rassemblant tous les peuples de Russie et des républiques sœurs contre la barbarie de l'Allemagne nazie et de ses alliés

fascistes. Les populations soviétiques se sont véritablement sacrifiées pour « **offrir la liberté aux peuples du monde entier** » (9 mai 2012) : 1 soviétique sur 7 est mort contre 1 américain sur 357. « **Staline a racheté la faute de Lénine** » en déduit Nicolas Werth.

Alors que les révélations des crimes de Staline avaient dominé les débats publics sous la *Perestroïka*, ils sont aujourd'hui quasiment marginalisés. Les années trente sont réhabilitées, y compris le pacte germano-soviétique.

Il est vrai que d'après le Centre Lévarda d'étude de l'opinion, en 2020, **70 % des Russes jugeaient positif le rôle de Staline contre 45 % en 2000**. Mais ils sont toujours aussi nombreux à juger (89 %) que la Grande Guerre patriotique est leur plus grand sujet de fierté, juste avant la conquête spatiale.

**Et 86 % des Russes approuvaient l'annexion de la Crimée.**

## OU VA LA RUSSIE ?

**« Celui qui ne regrette pas la destruction de l'Union soviétique n'a pas de cœur. Et celui qui veut sa reconstruction à l'identique n'a pas de tête »** (Poutine, interview à la *Konsomolskaïa Pravda*, 9 février 2000)

**Fin d'un empire, naissance d'une Nation, tel est le dilemme après l'implosion de l'URSS en 1991.**

Contrairement à une idée fort répandue, Poutine n'entend pas restaurer l'empire soviétique. Il n'en a ni les moyens, ni l'ambition. Il se veut seulement le champion de la Nation, du peuple, de l'identité de la Russie nouvelle. D'une nation fondée sur l'identité de langue, de culture, de religion plus que sur l'égalité de droit de citoyens libres et souverains.

Ses politiques intérieures comme extérieures ont réveillé tous les courants russophiles, slavophiles et même eurasiates, qui avaient fleuri au XIX<sup>e</sup> siècle et qui lui assurent aujourd'hui un très large soutien. Mais cette « **voie russe** » vers la « **démocratie souveraine** » risque de se heurter à terme à une confrontation avec l'Occident.

### **1°) Une première mandature pour restaurer la puissance russe**

Dès 2000, Vladimir Poutine, devenu président de la Fédération de Russie, a affirmé sa vision d'un « **Etat fort** », d'un « **Etat efficace** » afin de restaurer la stabilité et la puissance de la Russie.

Quatre objectifs caractérisent sa première présidence :

**1°) mettre fin au chaos politique et la faillite financière des présidences Eltsine et à l'humiliation d'avoir perdu la guerre froide.**

Il entend respecter les institutions fédératives et s'appuyer sur la constitution de 1993 qui a institué un régime présidentiel faiblement contrôlé par Douma. Son but initial est de rapprocher les anciens communistes réformateurs et les démocrates russophiles, afin de marginaliser les nostalgiques de l'URSS et les ultralibéraux eltsiniens.

2°) « **interrompre le développement de la Russie dans un sens oligarchique** » en soumettant ou en chassant les puissants oligarques qui ont pillé les richesses du pays dans les années 1990. Il définit de nouvelles règles de collaboration entre un Etat pauvre aux faibles ressources et les oligarques capables d'investir pour relancer l'économie nationale. Certains sont chassés de Russie car devenus des financiers internationaux comme Abramovitch ; d'autres bénéficient de la générosité d'un Etat toujours patrimonial. Mais en 2003, le patron du groupe pétrolier loukos, Mikhaïl Kodorkhorski, est arrêté et condamné à 10 ans de prison, pour avoir voulu vendre ses actions à l'américain EXXON. Il s'agit de protéger un capital russe.

3°) assurer le retour à un Etat social minimum : « **Les gens veulent la stabilité, pas la stagnation. Ils veulent vivre mieux.** ». Poutine entend rétablir la stabilité du rouble et les finances de l'Etat pour augmenter les retraites et les salaires des fonctionnaires et des militaires afin de limiter les ravages de la crise sociale.

4°) En politique étrangère, Poutine envisage alors un rapprochement avec les Etats-Unis et même avec l'OTAN avant de se raviser. En septembre 2000, il déclare à Berlin devant le Reichstag que « **la guerre froide est finie** ». Début 2001, il ose dire que « **la**

**Russie ne voit pas dans l'Otan une organisation hostile** » et propose même que la Russie y collabore, voire y adhère. Engagé totalement dans la deuxième guerre en Tchétchénie et ravageant Grozny, il compatit au drame américain du 11 septembre 2001 et entend tenir sa place dans la lutte internationale contre le terrorisme islamique.

Mais l'engagement en mars 2003 des Etats-Unis dans la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein sur la base de mensonges d'Etat rappelle à Poutine que l'on ne peut faire confiance aux Etats-Unis et que la Russie risque de voir son « **étranger proche** » déstabilisé. Poutine se rallie à la doctrine Primakov, élaborée après l'attaque de la Serbie en 1999 par l'Otan et les Etats-Unis, sans mandat de l'ONU, et se convainc de la duplicité des Occidentaux.

Mais l'heure n'est pas encore à la rupture mais à la consolidation grâce aux exportations de pétrole et de gaz et à l'insertion de la Russie dans le marché mondial.

## **2°) Le deuxième mandat de Poutine est marqué par in « tournant conservateur » et défensif.**

A la suite de la multiplication des attentats terroristes, en particulier celui de Beslan dans le Caucase russe, Poutine entend imposer non pas un Etat de droit mais « **la dictature de la loi** » et met en place « **la diagonale du pouvoir** ». Les gouverneurs des régions seront désormais désignés et non plus élus.

Même s'il souligne la nature multiconfessionnelle de la Russie, il invite tous les chefs religieux à « **moraliser le peuple** » et à « **soutenir l'Etat** ». Le patriarche orthodoxe de Moscou devient le sixième personnage de l'Etat. L'Etat doit s'engager, affirme Poutine en 2007, à « **défendre les valeurs morales, sans lesquelles ni l'humanité, ni l'homme concret**

**ne peuvent vivre, valeurs qui ne peuvent être autres que religieuses** ». Poutine instrumentalise le christianisme orthodoxe et en fait son bras idéologique. L'Église orthodoxe omniprésente dans les médias et les armées. Il s'agit de promouvoir dans tous les domaines une « **civilisation chrétienne** » plus large que la communauté nationale.

Autre sujet d'inquiétude ; cinq ans après l'adhésion à l'Alliance atlantique de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchéquie sept nouveaux pays adhèrent à l'Otan (Estonie, Lituanie, Lettonie, Bulgarie, Roumanie). Promesse est faite à la Géorgie et à l'Ukraine d'y adhérer à terme. Ce n'est pas seulement le glacis de l'Europe de l'Est mais nombre d'anciennes républiques soviétiques qui entrent ou peuvent entrer dans le giron occidental remettant en cause le « **rousiki mir** », le « **monde russe** ». Il n'est pas seulement question de sécurité collective mais aussi d'intégration économique.

L'Ukraine, qui était un sujet d'inquiétude pour tous les dirigeants russes depuis la proclamation de son indépendance en 1991, devient source de tension. Dès la révolution Orange de 2004 et la victoire du président pro-européen Petro Iouchtchenko, Poutine accuse l'Union européenne et les États-Unis de vouloir « **isoler la Russie** » coupable de ne pas se plier au monde unipolaire et de défendre sa souveraineté et son identité.

Après avoir réussi à ramener le pays dans le giron russe en 2010 avec l'élection de Victor Ianoukhovitch à la présidence, le gouvernement russe s'inquiète des intentions de la Rada d'opter pour un partenariat avec l'Union européenne, plutôt que de resserrer les liens économiques avec la Russie. Poutine ne peut admettre la volonté des Ukrainiens de se détacher de Moscou. Il va même jusqu'à déclarer artificielles les frontières des anciennes républiques soviétiques « **parce que l'espace culturel ne possède pas de frontières** ».



### **3°) Le troisième mandat de Poutine est dominé par la défense de l'identité russe et la dénonciation de l'Occident.**

Le retour de Poutine à la présidence en 2012, après l'intermède Medvedev, accentue l'évolution autoritaire du pouvoir. En réponse aux manifestations contre la fraude électorale, les libertés d'expression, de presse et de manifestation et l'accès à internet sont réduits. La Douma adopte des lois pour « **protéger les enfants de la pornographie, de la violence et des comportements amoraux et obscènes** » ou encore de la « **propagande homosexuelle** ». Des lois mémorielles sont adoptées. Les ONG russes, comme Mémorial, bénéficiant d'aides internationales, doivent se déclarer comme « **agents de l'étranger** » et se soumettre à de multiples contrôles. Des opposants notoires sont assassinés à Moscou ou à l'étranger.

Le 19 septembre 2013, devant le club Valdai, Poutine lance une violente campagne contre l'Occident et pour la défense de l'identité russe. Il renvoie dos à dos l'« **idéologie soviétique qui ne saurait revenir** » et « **l'ultralibéralisme occidental prétendant civiliser la Russie de l'extérieur** ». Les pays européens sont accusés eux-mêmes de pervertir « **leurs racines chrétiennes, fondement de la civilisation occidentale** ». La Russie se veut la championne d'une défense de la civilisation chrétienne en Europe. Et cela commence par l'appel à la mobilisation des Russes, des Slaves et des orthodoxes partout où il se trouvent. L'Eglise orthodoxe se voit restituer tous ses biens et entreprend un vaste programme de construction d'églises.

Pour resserrer les liens avec l'Ukraine, Poutine élabore le projet Novarossia. Il tente de relancer les projets de coopération économique entre les deux Etats (sidérurgie, chantiers navals, aéronautique, énergie

atomique), mais se heurte à l'indécision de Ianoukovitch.

En septembre 2013, il n'hésite pas à menacer :  
« **L'Ukraine est, sans doute, un Etat indépendant. Mais n'oublions pas que l'Etat russe actuel a des racines liées au Dniepr. La Russie kiévienne est à l'origine de l'immense Etat russe. Nous avons une tradition commune, une mentalité commune, une histoire commune. Nos langues sont très proches. En ce sens, nous sommes un seul peuple.** » C'est la souveraineté de l'Ukraine qui est mise en cause.

Mais Poutine ne peut rien contre la révolution de Maïdan qu'il qualifie aussitôt de « **coup d'Etat** » et de « **complot américain** » pour détacher l'Ukraine de la Russie. Tout au plus accueille-t-il en février 2014 Ianoukovitch en fuite. Il y réplique par l'occupation, puis **l'annexion de la Crimée**, légalisée formellement par un référendum, et le **soutien aux séparatistes pro-russes dans le Donbass**. C'est la première fois depuis 1945 qu'un Etat européen annexe une partie d'un autre Etat. Une guerre larvée commence entre pro-russes et pro-occidentaux.

Pour légitimer cette violation flagrante du droit international et des engagements pris par la Russie en 1994 (pacte de Budapest) du respect des frontières des Etats successeurs, Poutine prononce le 18 mars 2014 une « **adresse à la Fédération de Russie** » qu'il qualifie de plus grand discours de sa vie car il se félicite d'avoir « **rassemblé des terres russes** » à l'exemple d'Ivan III et de ses successeurs. De fait, il entreprend le démantèlement de l'Ukraine indépendante.

Le 17 avril 2014, il affirme que Kharhov, Donetsk, Nikolaïev et Odessa, créations de Catherine II et de Potemkine après la conquête de la Nouvelle Russie ne faisaient pas partie de l'Ukraine. Il est donc légitime de

les annexer et de les défendre contre les agressions des « **fascistes** », des « **néo-nazis** » ukrainiens, responsables de crimes contre les Russes et les pro-russes, comme lors de l'incendie de la maison des syndicats à Odessa. Les nationalistes de Kiev sont assimilés sans nuance aux partisans de Stepan Bandera, qui vient d'être reconnu comme un nouveau héros national ukrainien pour avoir proclamé l'indépendance de l'Ukraine en 1941, avant de collaborer avec l'occupant hitlérien et de lutter contre l'Armée rouge.

Plus largement encore, Poutine met en cause l'agressivité séculaire de l'Occident contre la Russie : « **La politique d'endiguement de la Russie, qui a continué au XVIIIe, au XIXe et au XXe siècle, se poursuit aujourd'hui. ... Mais il y a des limites. Et en ce qui concerne l'Ukraine nos partenaires occidentaux ont franchi la ligne jaune.** » Poutine cherche donc à défendre la « **souveraineté** » de la Russie contre un « **Occident global** » qui cherche à l'affaiblir.

Mais l'armée russe, en dépit de sa puissance affichée, n'est pas encore capable d'intervenir directement dans une guerre qui oppose depuis 2014 les « **séparatistes russes** » du Donbass et une armée ukrainienne qui se réorganise avec le programme d'aide américain « **Subir, c'est faiblir** ». Dès lors, la Russie multiplie les démonstrations de force militaire et active ses programmes de modernisation. Le conflit devient inéluctable !

#### **4°) L'élargissement d »une géostratégie eurasiate**

Dès 2000, Poutine déclarait à *Chine nouvelle* que la Chine était « **un partenaire stratégique dans tous les sens du terme** » et que « **la Russie prendra toujours appuie sur ses deux piliers, l'europpéen**

**et l'asiatique** » et adhèrera à l'Organisation de Coopération de Shanghai.

En 2007, il dénonce la « **conception unipolaire du monde** » que les Etats-Unis veulent imposer au reste du monde. « **il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde, dit-il, qui ait le plaisir et le bonheur de se proclamer souverains. On peut les compter sur les doigts de la main. C'est la Chine, l'Inde, la Russie ...** »

La Russie reprend à son compte le projet d'Union eurasienne. Poutine évoque le 10 octobre 2010 à Astana, la nouvelle capitale du Kazakhstan, « **l'immense territoire de l'Eurasie de la Baltique et des Carpathes à l'Océan Pacifique** ». Ce ne serait pas seulement un espace économique intégré, mais une « **union civilisationnelle** ». La Russie en serait le centre, le pivot, le pont car seule elle serait capable d'unir les deux civilisations les plus fondamentales, les « **valeurs chrétiennes traditionnelles** » et les « **sagesses de l'Orient** », celles de l'islam et du bouddhisme.

Poutine souligne que « **la Russie, pays eurasiatique, est un exemple unique où le dialogue des cultures et des civilisations est pratiquement devenu une tradition dans la vie de l'Etat et de la société** ». L'Eurasie alliant à terme la Russie et la Chine doit remplacer les Etats-Unis comme leader mondial.

Mais depuis 2013 et l'arrivée du président Xi-Jinping au pouvoir à Pékin et l'entrée en vigueur des sanctions occidentales contre la Russie, puis la Chine, les liens se sont resserrés bien que déséquilibrés. La Chine est devenue plus que jamais le premier partenaire commercial de la Russie devant l'Allemagne. Mais la Russie reste un pays exportateur primaire de matières premières et de sources d'énergies alors que la Chine est le grand atelier industriel du monde. On

peut donc redouter que le rêve oriental de Poutine ne se brise face à l'hégémonie chinoise. Mais dans l'immédiat, l'Eurasie permet à la Russie d'atténuer les effets des sanctions occidentales.

Tout est désormais en place pour que l'irréparable soit commis.

Le 21 février 2022, Poutine, à la fin de son très long discours à la Nation russe, exige « **une « cessation immédiate des hostilités par ceux qui détiennent le pouvoir à Kiev. Sinon toute la responsabilité de la poursuite de l'effusion de sang reposera entièrement sur le régime au pouvoir sur le territoire de l'Ukraine.** » Formidable inversion des responsabilités.

**Le 24 février, les chars russes fonçaient sur Kiev !**

## **Interprétations sur la nature de la guerre ?**

Voilà où conduisent les illusions du « **roman national russe** » !

Voilà comment le grand frère décide de faire la guerre au petit frère coupable de vouloir abandonner la famille patriarcale et rejoindre le clan ennemi. Certains estiment qu'aucune considération politique ou économique ne permet de comprendre une décision aussi absurde que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et invoquent l'humiliation et la frustration des 80 % de Russes qui soutiennent la guerre. Mais cette guerre n'est pas qu'une guerre fratricide.

Poutine a déjà perdu la bataille politique parce qu'il n'a pas tiré toutes les leçons de l'éclatement de l'URSS, parce qu'il n'a pas vu émerger à Kiev un sentiment national fondé sur les valeurs de liberté et d'égalité. Il définit la grande nation russe par la communauté de langue, de culture, de religion et d'histoire, comme le faisait Staline, mais pas par l'adhésion de citoyens libres et égaux en droits. Pour lui, la nation ethnique prime sur la nation civique et la souveraineté appartient à l'Etat plutôt qu'au peuple. Mais cette guerre n'est pas seulement celle de l'autocratie contre la démocratie.

Poutine a déjà échoué sur tous ses objectifs stratégiques. L'Ukraine adhèrera à l'Union européenne, l'Otan sort renforcée avec l'adhésion de la Finlande et de la Suède, les Etats de l'Union européenne réarment. Au plus réplique-t-il aux sanctions par l'arrêt des livraisons de gaz. Cette guerre est certainement de nature inter-impérialiste ! Ne l'oublions pas. Si la Russie entendait toujours dominer l'Ukraine et maintenir son influence en Europe centrale, il est clair que les Etats-Unis mènent une guerre indirecte contre la Russie, par Ukrainiens interposés.

Et les peuples de Russie privés d'expression  
démocratique seront encore une fois les victimes  
d'enjeux étatiques inavouables !

septembre 2022

Jean-Paul SCOT, Nice 22